

1- OBJET

Intitulé de l'opération :

Titre court de projet : La GIRE en Jeu.

Titre long : "Mizan Al-Maa" (*Equilibre parfait de l'eau*) : Conception d'un jeu de rôle pédagogique pour améliorer la gestion locale des "Eaux" en Cisjordanie et *partage de cette expérience palestinienne avec le Maroc et la France*.

Objectif général : Appliquer et capitaliser une approche intégrée participative pour améliorer la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) à échelle territoriale.

Localisation :

Cette opération se déroulera à deux échelles et en deux phase :

1. Dans une première phase, **en Cisjordanie**, Experts-Solidaires s'appuiera sur ses zones d'interventions historiques dans les gouvernorats de Toubas et de Kharas, pour concevoir et développer de manière opérationnelle un jeu de gestion et planification des ressources en eau, avec l'appui de son partenaire français, l'association Eau, Agriculture et Territoires (EAT)

2. Dans une deuxième phase, l'association EAT capitalisera l'expérience opérationnel en Cisjordanie, pour diffuser l'approche par le jeu comme moyen d'améliorer la GIRE dans **le bassin méditerranéen**, en particulier au Maroc (territoires du Souss-Massa dans la Province de Tiznit) et en région Occitanie, à travers le réseau de partenaires de l'association en particulier du Comité Scientifique et Technique sur l'Eau Agricole (COSTEA).

2- DESCRIPTION DE L'OPERATION

1.1. Résumé de l'opération

1.1.1. **Résumé général**

Experts-Solidaires et *Eau, Agriculture et Territoires (EAT)* sont deux associations loi 1901 basées à Montpellier. Elles ont construit ce projet ensemble afin de répondre à des enjeux communs qu'ils ont identifiés dans le cadre de leurs mandats d'actions respectifs.

A travers ses actions dans les domaines de la Gestion intégrées des ressources en eau et de la Réutilisation des eaux usées traitées (REUT) en Cisjordanie, **Experts-Solidaires** a identifié la nécessité de mettre à disposition des acteurs locaux un outil pédagogique afin d'arriver à :

- 1) Assurer une compréhension à différents niveaux des grands cycles et petits cycles de l'eau ;
- 2) Réaliser un diagnostic participatif des différents enjeux autour du partage et des usages des "Eaux" sur les territoires d'intervention ;
- 3) Trouver des solutions de manière participative aux problèmes rencontrés, plus spécifiquement sur les enjeux de la gestion des eaux usées traitées.

Ainsi, dans une première phase de projet, Experts-Solidaires, appuyé par l'EAT, co-construira, avec les acteurs locaux, un jeu (un modèle) qui représente les enjeux socio-environnementaux des deux territoires cibles en Cisjordanie. Ce jeu "Mizan-Al Maa", sera ensuite déployé lors d'ateliers de jeux avec d'une part, les représentants institutionnels des organes locaux de gestion et planification de la ressource en eau (les élus communaux, les techniciens des syndicats mixtes, les représentants des antennes régionales des ministères de l'eau et de l'agriculture) et d'autres parts, les usagers des eaux pour discuter des problématiques locales et identifier des actions à mettre en œuvre. Le jeu est à la fois un outil de sensibilisation et planification.

Ce type de dispositif via des jeux de rôles sont des outils opérationnels ayant fait leurs preuves pour améliorer la gestion de l'eau. A Montpellier, il existe un important savoir-faire développé par des unités de recherche de l'INRAE et du CIRAD (UMR G-EAU; UMR SENS). On peut citer plus particulièrement l'approche Cooplaage et sa méthodologie de modélisation participative Wat-A-Game ([lien](#)) ou la démarche de modélisation d'accompagnement Commod ([lien](#)).

EAT a pur mandat la partage d'expériences et de savoir-faire entre acteurs des pays du pourtour méditerranéen dans les secteurs de la GIRE et de l'agriculture irriguée, notamment à travers le projet COSTEA (décris ci-après).

Ainsi, dans une deuxième phase de projet, EAT, appuyé par Experts-Solidaires, capitalisera sur cette expérience locale Palestinienne afin qu'elle puisse bénéficier plus largement à des territoires du pourtour de la mer Méditerranée, notamment au Maroc et en Occitanie, à travers des formations, des voyages d'études et des présentations lors d'événements régionaux. EAT a déjà identifié le réseau d'acteurs marocains et occitans pour répondre à ce second objectif et dispose d'une longue expérience dans la mise en place de ce genre de partage d'expérience.

1.1.2. **Résumé des objectifs et activités.**

Dans la première phase du projet, sur les 16 premiers mois, Experts-Solidaires mènera la mise en œuvre d'activités visant l'objectif spécifique 1 suivant : « Les acteurs locaux de Cisjordanie maîtrisent les enjeux de GIRE sur leurs territoires ».

Les activités principales seront :

1. Création et conception d'un jeu pédagogique sur la gestion de l'eau :
 - Formation d'un comité technique incluant des gestionnaires de l'eau, des élus locaux, des agriculteurs, des techniciens des Joint Water and Waste Water Services Councils (équivalents des syndicats mixtes en France) et des représentants d'organisations locales comme Al Ard.

- Organisation d'ateliers participatifs pour définir les enjeux spécifiques aux territoires de Toubas et du Nord Hébron, modéliser les interactions entre acteurs (usagers, institutions) et ressources (eau usée traitée, ressources locales), et développer un prototype de jeu.
 - A partir de la méthodologie **WatAGame** de l'INRAE, et à partir des données collectées lors des ateliers participatifs, un expert en jeu de rôle sur la GIRE va modéliser puis imprimer un jeu spécifique aux territoires de Cisjordanie.
2. Test et ajustement du jeu avec les acteurs locaux :
- Les acteurs identifiés – tels que les techniciens des autorités locales, les agriculteurs, les élus communaux, et des représentants de la société civile – participeront à des sessions de test du prototype.
 - Ces tests permettront d'ajuster les scénarios du jeu, les rôles attribués, et les dynamiques entre les ressources disponibles et les besoins des usagers.
3. Mise en œuvre du jeu comme outil éducatif et participatif :
- Organisation de sessions de jeu complètes, où chaque catégorie d'acteurs locaux jouera un rôle dans la gestion de l'eau sur le territoire simulé.
 - Les joueurs incluront des usagers divers (agriculteurs, industriels, ménages), des gestionnaires institutionnels (syndicats mixtes, techniciens des municipalités), et des représentants locaux (élus, ONG locales).
 - Ces sessions seront l'occasion de faire émerger des propositions de solutions concrètes aux problématiques locales.
4. Capitalisation et suivi des résultats :
- Rédaction de fiches de capitalisation, incluant des cartes d'actions territorialisées et des propositions issues des sessions de jeu.
 - Recueil des enseignements tirés des ateliers pour enrichir les outils pédagogiques et permettre leur adaptation future.

Résultats attendus :

- Création d'un jeu opérationnel, adapté au contexte de la Cisjordanie, intégrant des dynamiques spécifiques aux territoires de Toubas et du Nord Hébron.
- Participation active des acteurs locaux au développement et à l'utilisation de cet outil, renforçant leur compréhension et leur capacité à co-construire des solutions adaptées.
- Amélioration de la gestion des ressources en eau grâce à des échanges collaboratifs et des apprentissages ludiques, tout en intégrant les préoccupations de chaque acteur.

Impact :

Les acteurs locaux, en jouant eux-mêmes au jeu, comprendront mieux les défis de la GIRE et se positionneront comme forces de proposition pour une gestion plus durable et équitable des ressources en eau. Ces sessions faciliteront le dialogue, renforceront les compétences locales, et soutiendront une gouvernance plus inclusive

Dans une deuxième phase, sur les 8 derniers mois du projet, EAT mènera les actions permettant d'atteindre l'objectif spécifique 2 suivant « Les gestionnaires de l'eau sur les territoires méditerranéens, et en particulier au Maroc, améliorent leurs capacités de gestion de la ressource Eau à échelle locale ».

Les activités prévues incluent :

1. Capitalisation des résultats en Cisjordanie et adaptation au contexte marocain :
 - Rédaction d'un guide méthodologique sur la création de jeux de rôle pour la GIRE, intégrant les spécificités des territoires marocains (comme les défis liés à la réutilisation des eaux usées traitées dans le bassin du Souss Massa).
2. Partage d'expériences entre la Cisjordanie et le Maroc :
 - Organisation d'ateliers d'échange entre gestionnaires de l'eau marocains, palestiniens et français, axés sur l'intégration des ressources non conventionnelles (REUT) et les mécanismes de coordination territoriale.
 - Mise en place de formations pratiques pour les acteurs marocains sur l'utilisation des outils de modélisation participative.
3. Diffusion et valorisation au Maroc :
 - Utilisation des enseignements du projet pour appuyer des initiatives locales marocaines, comme le projet REUT de Tiznit dans le bassin du Souss Massa.

- Présentation des résultats lors d'événements régionaux au Maroc pour sensibiliser un large éventail d'acteurs (élus, techniciens, agriculteurs).

Résultats attendus :

Les gestionnaires marocains, formés à travers des échanges et des jeux de rôle, renforceront leurs capacités à gérer les ressources en eau de manière participative et à intégrer des solutions innovantes comme la REUT. Le projet apportera des réponses concrètes aux défis locaux tout en établissant un pont de collaboration durable entre le Maroc et la Cisjordanie

1.2. Contexte générale de l'intervention

Idées clefs : une présence historique de terrain en Cisjordanie pour Experts-Solidaires, un mandat de partage entre acteurs internationaux pour EAT, des compétences complémentaires dans les domaines de la GIRE et de la REUT pour les deux partenaires.

1.2.1. Historique d'intervention d'Experts-Solidaires en Cisjordanie

Le projet proposé s'inscrit dans une continuité de coopération initiée en réponse à une demande formulée par les agriculteurs du Gouvernorat d'Hébron, qui souhaitaient être appuyés dans l'amélioration de l'accès et de la gestion de l'eau agricole.

Une première phase, réalisée en partenariat avec l'organisation palestinienne **UAWC** (Union of Agricultural Work Committees) de 2019 à 2022, avait pour objectif d'explorer les solutions d'accès à l'eau à travers la mobilisation des eaux souterraines superficielles et des eaux de surface. Cette première étape a permis d'identifier plusieurs défis majeurs :

- L'efficacité limitée et les coûts élevés de la mobilisation des eaux de surface à une échelle territoriale ;
- La complexité technique et géopolitique de mobiliser les eaux souterraines malgré leur potentiel ;
- Le déficit de réflexion des acteurs locaux en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).

Ces constats ont conduit Experts-Solidaires et ses partenaires palestiniens à privilégier une approche plus pragmatique et décentralisée de la GIRE, adaptée au contexte local, fortement fragmenté par l'occupation israélienne, dans la construction d'une seconde phase de projet. Un focus sur **réutilisation des eaux usées traitées (REUT)** comme ressource principale pour mettre en oeuvre une GIRE locale est apparue comme une alternative pertinente. Elle permet d'intégrer les différents usages du petit cycle de l'eau à une échelle territoriale réaliste, pour laquelle les acteurs ont la maîtrise de la ressource.

L'approche REUT présente plusieurs avantages :

- Elle repose sur des infrastructures existantes comme les stations d'épuration (STEP), ce qui limite les contraintes techniques et géopolitiques ;
- Elle implique des institutions locales durables (municipalités, intercommunalités techniques et Joint Water and Waste Water Services Councils) chargées de la gestion de l'eau et des eaux usées ;
- Elle nécessite un dialogue participatif entre usagers, collectivités locales et acteurs techniques, ce qui permettrait ainsi de renforcer la gouvernance locale de l'eau.

Une enquête de terrain menée en 2022 a permis d'identifier **deux territoires pilotes** pour la mise en œuvre de cette nouvelle phase :

- Le territoire du Nord Hébron, autour de la station d'épuration de la municipalité de **Kharas**
- Le Gouvernorat de **Tubas**, autour de la station d'épuration de la municipalité de **Tayassir**.

Cette phase de projet a démarré en janvier 2024 et se terminera en décembre 2026. Elle est réalisée en partenariat avec l'association palestinienne Al Ard ainsi qu'avec les *Joint Water and Waste Water Services (JWWS)* de Toubas et du Nord Hébron, équivalents des syndicats mixtes en France.

Dans cette phase, l'accent est mis sur :

- La création d'instances locales de gestion de la ressource "Eau Usée Traitée";
- Le renforcement des compétences techniques à la planification de l'assainissement et de la REUT;
- La formation technique des agriculteurs à la REUT.

1.2.2. Experts-Solidaires dans le domaine de la GIRE : des projets permettant de répondre à des demandes concrètes du secteur.

Experts-Solidaires intervient dans le domaine de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en s'appuyant sur une méthodologie éprouvée et adaptée aux contextes locaux. L'ONG se distingue par son approche ascendante (bottom-up), favorisant la participation des communautés locales tout en respectant les cadres institutionnels en vigueur. Ses actions visent à concilier les différents usages de l'eau – eau potable, assainissement, agriculture, et protection de l'environnement – pour répondre aux besoins des populations tout en assurant la pérennité des ressources.

Projets concrets et innovants : À travers des projets réalisés en Cisjordanie, au Maroc (Vallée de l'Argen), et au Togo (bassin du Mono), Experts-Solidaires met en œuvre des solutions adaptées aux spécificités locales. Ces initiatives incluent l'utilisation d'eaux usées traitées pour l'irrigation, le reboisement des rives pour protéger les ressources, et l'installation d'infrastructures telles que des Postes Eau Autonomes (PEA) ou des latrines écologiques. Ces projets, tout en répondant aux besoins immédiats des populations, permettent également de construire une véritable boîte à outils pour renforcer les cadres de la GIRE dans ses pays d'intervention.

Renforcement des capacités et gouvernance locale : Dans tous ses projets, Experts-Solidaires s'efforce à renforcer les compétences des acteurs locaux grâce à des formations spécifiques, la création de comités locaux de l'eau (CLE), et l'accompagnement à la mise en place d'intercommunalités. Ces efforts permettent une gestion concertée et durable des ressources en eau, intégrant la participation des populations, des élus, et des administrations.

Protection et gestion durable des ressources : L'ONG promeut des actions de protection des écosystèmes, comme le reboisement ou la création de zones tampons, tout en développant des outils pour améliorer la connaissance des ressources hydriques (cartographie, sondes piézométriques). Elle intègre des solutions basées sur la nature pour répondre aux enjeux climatiques, notamment la maîtrise des inondations et l'adaptation des infrastructures aux aléas climatiques.

Partenariats et mise en réseau : Grâce à la mobilisation d'experts bénévoles, d'étudiants, et de partenaires internationaux, Experts-Solidaires facilite l'échange de bonnes pratiques et le transfert de connaissances. L'organisation favorise également la coopération transfrontalière, notamment dans les bassins partagés, pour une gestion coordonnée et équitable des ressources en eau.

Experts-Solidaires collaborent par ailleurs avec l'association Occitanie Coopération sur le projet « **Clé en Main-GIRE à l'échelle du Bassin Méditerranéen** » également soutenu par la Région Occitanie qui a pour objectif de créer des synergies entre collectivités territoriales de part et d'autre de la méditerranée dans le domaine de la GIRE.

1.2.3. 'Eau Agriculture et Territoires (EAT) : une association créée pour le partage des savoirs en France et à l'internationale.

EAT est le nouveau nom de l'AFEID qui a été créé en 1952. Cette association réunit les professionnels de la gestion durable de l'eau pour l'agriculture et plus généralement de l'eau dans les territoires ruraux. Les membres personnes physiques sont agriculteurs, chercheurs, ingénieurs, consultants et étudiants. EAT a pour mandat d'être :

- Un lieu d'échange de ces acteurs autour de différentes problématiques de l'irrigation et du drainage : techniques, agronomiques, sociales et institutionnelles, économiques et environnementales.
- D'assurer une veille des connaissances pour améliorer les pratiques
- De représenter le savoir-faire français à l'international dans le domaine de l'irrigation.
- De diffuser un discours de vulgarisation

1.2.4. EAT dans le domaine de la GIRE et de la REUT : porteur d'espaces, d'échanges entre, Palestine, Maroc, et France

Parmi les projets les plus importants mis en œuvre par EAT dans son mandat, on retrouve le portage de la plate-forme COSTEA et l'organisation du séminaire EUROMED.

EAT s'est vue confier depuis 10 ans par l'AFD le portage du COSTEA (COmité Scientifique et Technique Eau Agricole). Le COSTEA fédère une communauté de **près de 500 expert-es et praticien-nes de l'agriculture irriguée** afin de contribuer au renouvellement des pratiques et politiques de l'agriculture irriguée pour répondre aux défis climatiques et de sécurité/souveraineté alimentaire. Le COSTEA travaille principalement avec les acteurs de l'agriculture irriguée en **France, au Maroc, en Palestine**, en Tunisie, au Sénégal, au Tchad, en Mauritanie, au Cambodge.

Réunissant des métiers, des compétences et des origines géographiques divers, le COSTEA contribue à la co-construction de connaissances et références opérationnelles, à la mutualisation et au débat contradictoire d'idées sur les problématiques liées à l'agriculture irriguée, prises au sens large et dans sa diversité.

En 10 ans, le COSTEA a produit de nombreuses connaissances pour donner des clés d'amélioration du secteur de l'agriculture irriguée et pour la sécurisation des ressources en eau à l'échelle mondiale. **En termes de GIRE ET REUT**, notamment en Palestine et au Maroc, les activités et **les connaissances produites** par le réseau - toutes accessibles sur le site du COSTEA - sont notamment :

- **Des policy briefs (éditions AFD)** autour de la question de la gouvernance de l'eau agricole au sein des territoires ruraux en deux langues ([lien](#))

- **Un rapport de benchmark sur la réglementation et la gouvernance de la REUT en agriculture** : étude comparée de 6 pays Palestine, Maroc, Sénégal, Tunisie, Algérie, Bolivie ([Lien](#))

Un rapport final de synthèse et de recommandations de l'action REUSE portée par un groupe dédié du réseau COSTEA ([Lien](#)). Du fait de son positionnement - siège social à Montpellier au sein des locaux de l'INRAE, l'un des membres fondateurs de l'association - EAT entretient des liens très forts avec les acteurs leaders de la région Occitanie dans le domaine de l'eau agricole (INRAE, IRD, CIRAD, Défi Clé Water Occitanie, Université de Montpellier, entreprises innovantes via le pôle de compétitivité Aqua-Valley, Société d'aménagement (BRL), etc.), que ce soit en termes de représentation à son Conseil d'administration, de contribution à son Conseil Scientifique et Technique, ou en tant que partenaires.

La conférence internationale REUSE EUROMED 2024 est un bon exemple d'évènement, organisé par EAT, en lien avec les acteurs de la région Occitanie pour promouvoir les échanges à l'échelle euro-méditerranéenne sur le sujet de la réutilisation des eaux usées. Co-organisée avec le réseau REUSE d'INRAE et la chaire « Eau, Agriculture et Changement Climatique », REUSE EUROMED a récemment rassemblé à Montpellier plus de 300 participants originaires de 14 pays. La réutilisation des eaux usées traitées y a été analysée sous différents angles dont les risques sanitaires et environnementaux, les procédés de traitement associés, les usages agricoles ou encore la gouvernance des projets.

2.2.5. Cohérence du projet avec la politique de planification de l'eau et développement de la REUT en Occitanie.

L'eau est un enjeu clé en Occitanie, essentiel à l'attractivité, au développement socio-économique (agriculture, tourisme) et à la qualité de vie, mais elle subit des pressions croissantes, notamment dues au changement climatique. Face à des déficits hydrologiques récurrents, la Région a renforcé ses actions via son Plan d'Intervention Régional pour l'Eau, le Pacte Vert et le futur Plan Eau Régional. Parmi les solutions, la Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT) vise à réduire la pression sur les ressources, avec moins de 1 % des eaux usées valorisées actuellement.

Depuis 2019, la Région soutient cette transition avec des études, des appels à projets et un cahier méthodologique pour encourager le développement de projets innovants et durables en économie circulaire de l'eau. C'est également la première région française à avoir mené une étude de potentialités de la mobilisation d'eaux non conventionnelles sur l'ensemble de son territoire.

De nombreuses collectivités sont engagées dans des projets valorisation des eaux usées (Agde, Montpellier, Argeles, etc). La Région regroupe aussi un grand nombre de centres de recherche qui dédient leurs travaux à la REUT.

Cette expérience en Cisjordanie est une opportunité pour créer des échanges fructueux sur la place de la REUT dans la GIRE sur chaque bord de la Mer Méditerranée.

2.2.6. Complémentarité Experts-Solidaires et EAT

Dans le cadre de ce projet, Experts-Solidaires et EAT sont parfaitement complémentaires pour créer et mettre en œuvre un dispositif de modélisation participative locale sous forme de jeu en Cisjordanie (phase menée par Experts-Solidaires) et le valoriser par la suite auprès d'autres territoires méditerranéens, plus particulièrement la France et le Maroc (phase menée par EAT).

Experts-Solidaires répond à des problématiques locales concrètes exprimées par les collectivités et la société civile de ses territoires d'intervention par la mise en place de projets. L'association mobilise de l'expertise de grande qualité pour répondre aux différentes problématiques techniques exprimées par ses partenaires locaux. Dans le cadre de ce projet, les questions posées sont très claires et des solutions techniques doivent y être apportées. Ces questions, même si spécifiques aux cas des territoires du Nord Hébron et de Toubas, sont transposables à de nombreux territoires du pourtour de la Méditerranée. Afin d'améliorer la GIRE locale de manière pour général, il est important de pouvoir capitaliser sur la méthodologie de construction du jeu en tant qu'outils pour répondre aux questions posées et sur son efficacité à trouver des solutions de manière participative.

EAT a pour vocation de contribuer au développement et à la diffusion du savoir-faire français, ainsi qu'au développement et à la diffusion de connaissances et de bonnes pratiques en matière de gestion de l'eau agricole, en France et à l'International.

Grâce aux capacités de diffusion de l'association EAT, via le COSTEA, ce projet pourra être valorisé à différents niveaux :

- **Scientifique**

Les rapports et guides méthodologiques rédigés dans le cadre de ce seraient disponibles sur les plateformes du COSTEA dans l'objectif double i) de mettre à disposition des acteurs techniques impliqués dans les politiques et programmes d'irrigation un cadre conceptuel et méthodologique et des appuis ponctuels leur permettant d'améliorer l'efficacité de leur action ; et ii) de capitaliser et valoriser l'expérience acquise au niveau des maîtrises d'ouvrage du Sud et des acteurs français.

- **Institutionnel**

En 2023, le COSTEA est entré dans une phase d'institutionnalisation plus forte du dispositif pour passer d'une logique de projet, financé par l'Agence française de développement, vers un fonctionnement plus pérenne et ouvert au co-financement par d'autres partenaires techniques et financiers et programmes existants. Cette institutionnalisation s'opère notamment par un changement de gouvernance au niveau du COPIL du COSTEA qui sera constitué de pays membres officiels. 7 pays sont concernés actuellement : la **France, le Maroc, la Palestine, la Tunisie, le Sénégal, le Tchad, la Mauritanie, et le Cambodge**.

Cette expérience de développement d'outils de planification de gestion de l'eau en Palestine pourra être partagée à l'échelle des pays du COSTEA, au niveau institutionnel, afin d'en faire bénéficier d'autres territoires.

Par ailleurs, EAT est également le comité français de la **Commission Internationale des Irrigations et du Drainage** (CIID), organisation internationale non gouvernementale qui regroupe 54 nations et qui a un statut consultatif auprès de l'organisation des Nations Unies. EAT est chargée d'organiser le 26ème Congrès mondial de la CIID en octobre 2026 à Marseille. 1200 personnes sont attendues.

L'expérience innovante de ce projet pourra y être mise en valeur à grande échelle.

1.3. Diagnostics préalables justifiant le projet dans ses deux phases.

1.3.1. En Cisjordanie, la création d'outils pédagogiques sur la GIRE : un besoin urgent identifié par les opérations en cours.

1.3.1.1. En Palestine, la GIRE et la REUT envisagées comme des leviers de développement souhaités mais dont la mise en œuvre est complexe

- Une situation de l'eau très tendue en Palestine

La disponibilité des ressources en eau se fait de plus en plus rare en Palestine du fait d'une conjonction de causes politiques, socioéconomiques et climatiques. L'occupation du Territoire

Palestinien par Israël est le principal obstacle dans la mesure où les Israéliens exercent de facto un contrôle total sur les ressources en eau et leur usage. Les Israéliens accaparent l'essentiel des ressources régionales et empêchent les Palestiniens d'exercer leurs droits créant une situation fortement déséquilibrée. La disponibilité en eau est ainsi de 300 L/pers/jour en Israël tandis qu'elle n'est que de 73 L/pers/jour en Palestine là où l'OMS fixe un seuil minimal de 100 L/pers/jour). Le changement climatique, déjà à l'œuvre sur ce versant oriental de la Méditerranée, va également drastiquement diminuer la disponibilité de la ressource dans la mesure où le GIEC prévoit une diminution des précipitations de l'ordre de 20% à l'horizon 2100.

Dans le même temps, les besoins en eau en Palestine ne cessent d'augmenter en premier lieu du fait de la croissance démographique (la population est passée de 1.98 millions d'habitants en 1990 à 5.17 millions en 2023 et continue à augmenter du fait d'un taux de croissance de 3%). Depuis 40 ans les modes de vie, bien que contraints par la situation de crise politique et économique, ont également évolué en particulier en zone urbaine où se concentre désormais la majorité de la population (78%). Enfin les besoins en eau, en particulier agricoles, sont fortement impactés par le changement climatique qui d'une part, entraîne une forte augmentation des températures (+ 1.5 à 5.8°C en 2100 par rapport à 1990) et donc de l'augmentation de l'évapotranspiration des cultures et d'autre part, exacerbé la variabilité du régime des précipitations avec des épisodes de sécheresse de plus en plus fréquents et de plus en plus marqués.

Ainsi face à une tension hydrique qui s'accentue drastiquement par ce décalage croissant entre ressources et besoins, il devient impératif non seulement de mieux gérer les ressources actuelles et les usages mais aussi de développer et d'intégrer dans une approche holistique les ressources alternatives comme la réutilisation des eaux usées traitées (REUT).

➤ Une gestion intégrée souhaitée mais encore insuffisamment pratiquée

La gestion de la ressource en eau en Palestine est négativement affectée par deux phénomènes contradictoires mais aux effets cumulatifs à savoir une hypercentralisation institutionnelle d'une part mais une anarchie des initiatives locales d'autre part.

• Une gestion institutionnelle encore trop centralisée mais une volonté de réforme

La loi sur l'eau de 2014 prévoit une décentralisation de la gestion de l'eau confiée à des opérateurs régionaux ainsi que la participation des usagers en leur donnant un pouvoir de gestion notamment à travers la possibilité pour ces derniers de s'organiser en associations d'usagers de l'eau. Cependant la mise en œuvre de cette loi reste incomplète et l'Autorité de l'Eau (PWA) peine à changer son fonctionnement hypercentralisé, tout en ayant de moins en moins les moyens de ses ambitions. Le nouveau ministre de l'Eau, nommé à l'automne 2024, a néanmoins fait savoir à son administration, aux opérateurs de l'eau et aux bailleurs qui soutiennent le secteur son intention de progresser significativement dans la mise en œuvre de la décentralisation prévue par la loi de 2014.

• Une "anarchie" de projets sur le terrain

Les capacités d'intervention sur le terrain des institutions palestiniennes sont en réalité de plus en plus limitées à cause tout d'abord du zonage administratif de la Palestine issu des accords d'Oslo (qui limitent les prérogatives administratives palestiniennes sur seulement 40 % de du territoire, les 60% restants étant administrés directement par l'armée israélienne) et à cause de la situation de quasi-banqueroute de l'Autorité Palestinienne. En outre depuis le début des années 2000, la culture des projets mis en œuvre par de nombreuses ONG internationales et certains bailleurs (l'USAID en particulier) a institutionnalisé dans une grande mesure le contournement de l'administration centrale au profit d'acteurs locaux, pour des raisons d'efficacité comme pour des raisons plus politiques. On assiste de facto à un millefeuille de projets qui se succèdent avec chacun leur logique propre parfois contradictoire.

Il devient donc impératif de mettre en place des mécanismes de coordination et de planification concertée afin de mieux connaître les actions sur le terrain et s'assurer qu'elles s'inscrivent dans le cadre de la stratégie et des plans des gestionnaires.

Le jeu sérieux ressort ainsi comme un nouvel outil facilitant le dialogue inter acteurs qui manque dans la culture des parties prenantes qu'elles locales, nationales ou internationales.

1.3.1.2. Les gouvernorats d'Hébron et de Toubas : des problématiques des gestions et de conflits d'usage de la ressource eau et de la REUT bien identifiés.

Le présent projet propose d'aborder la conception et le test du jeu sérieux à partir de deux cas concrets pilotes afin de pouvoir coller et se confronter au plus juste avec la réalité du terrain.

Les projets d'amélioration de la Gestion Intégrée de la ressource en Eau portés par Experts-Solidaires, en partenariat avec la Région Occitanie, sur le Territoire de Toubas et d'Hébron ont permis d'établir une monographie claire des deux territoires et d'identifier les principaux enjeux auxquels les usagers et les agents publics sont confrontés dans la mobilisation et la répartition de la ressource au quotidien. Experts-Solidaires et ses partenaires locaux sont confrontés au manque d'outils de travail pour améliorer cette situation.

Le projet proposé ici doit permettre de trouver des solutions de manière participative à ce enjeux grâce la construction de cet « outil jeu ».

Exemple d'enjeux particuliers dans les deux zones pilotes :

A Toubas :

- Sur la commune de Tayassir, des ONG internationales ont appuyés le développement de système d'irrigation à partie d'eau usée traitée sur les parcelles de 50 agriculteurs alors que le volume d'eau ne permet pas encore de satisfaire les besoins des 10 premiers agriculteurs raccordés à la station d'épuration.
- La STEP de Tayassir est régulièrement mise hors service par les rejets sauvages des huileries et des vidangeurs de fosses septiques ;

Dans le Nord Hébron :

- La STEP de Kharas traite les eaux de Kharas. Ces eaux traitées sont relargués dans un « wadi » (cours d'eau) qui est également alimenté par les eaux usées, non traitées de la commune voisine de Nuba, rendant caduque le traitement effectué.
- Dans la commune de Arroub, une station de traitement a été construite pour traiter les eaux usées d'un camp de réfugiés voisin. Or, les habitants de la commune n'en bénéficient pas, la commune ne veut donc pas s'en occuper. Par ailleurs, elle a été construite au centre de parcelles agricoles disposant presque toutes de leurs propres forages. Les agriculteurs ne sont pas intéressés par la REUT

1.3.1.3. Au Maroc- un besoin de formation des acteurs régionaux sur la GIRE locale et l'intégration des ressources non-conventionnelles

Au Maroc, malgré un cadre national de la GIRE bien établi et une forte volonté politique de développé les ressources non conventionnelles, les projets de REUT en agriculture peinent à émerger en raison de la multitude des acteurs et la difficulté de mettre en œuvre des montages institutionnels concertés.

Le programme COSTEA porté par EAT a démontré ses difficultés dans des projets pilotes suivis.

- Exemple du projet REUT à Tiznit, Région Souss Massa, suivi par le COSTEA

Le bassin du Souss Massa, une région stratégique au Maroc, fait face à des défis croissants en matière de gestion de ses ressources en eau, exacerbés par le changement climatique et l'augmentation des demandes socio-économiques. Reconnu comme l'un des pionniers dans

l'implémentation d'instruments de la GIRE au Maroc, ce bassin a initié plusieurs projets visant à améliorer la gestion collaborative de l'eau, notamment dans la province de Taroudant dans le cadre de projet suivi par Experts-Solidaires. Parmi ces initiatives, le programme COSTEA s'est concentré sur la REUT dans la station de traitement périurbaine de Tiznit et dans un site rural [Lien](#). Le projet de REUT à Tiznit représente un des premiers projets de REUT agricole dans le bassin. Cependant, il se heurte à divers défis qui menacent son succès. Bien que les autorités locales affichent une volonté claire d'avancer ce projet, il existe des lacunes dans la gouvernance et la gestion. La convention de partenariat signée entre les parties prenantes demeure souvent limitée à des déclarations d'intention sans engagements financiers concrets. Les agriculteurs expriment une réticence à payer pour les eaux usées traitées, ce qui soulève des interrogations sur la viabilité économique du projet. De plus, la convention ne définit pas clairement les modalités d'exploitation des installations ni les responsabilités liées au suivi de la qualité des eaux usées traitées. Sur le plan technique, bien que les principaux problèmes soient généralement maîtrisés, des incidents tels que l'inondation des pompes et le colmatage des filtres ont été relevés.

- Capitaliser sur l'expérience de territoires similaires : un moyen efficace de former les acteurs locaux

La réussite d'une intégration efficace de la REUT dans la GIRE passe donc avant tout par un renforcement des capacités des acteurs concernés. Les gestionnaires de bassins, les ingénieurs, les techniciens, les agriculteurs et les responsables institutionnels ont besoin d'acquérir ou de consolider leurs compétences dans la planification, la gestion et le suivi des ressources en eau non conventionnelles.

Au-delà de formations théoriques et pratiques dans ces domaines, la formation par les pairs, à travers des expériences innovantes et concrètes est un moyen efficace de faire évoluer les comportements.

Les régions marocaines du Sud connaissent des contextes hydriques similaires à ceux rencontrés en Cisjordanie. Par ailleurs, les territoires marocains et la Cisjordanie partagent des tabous religieux communs liés à l'utilisation des eaux usées traitées. La Cisjordanie, comme décrit plus haut, a dépassé ses tabous du fait d'un besoin plus urgent en eau.

Ainsi, l'expérience de la création et l'utilisation d'un jeu de rôle pour améliorer la GIRE à échelle locale et plus particulièrement, la gestion et la mobilisation des eaux usées traitées permettront grandement de faire avancer ces secteurs dans les territoires marocains.

1.4. Les jeux de rôles et les partages entre pairs : des outils puissants d'amélioration de la GIRE

1.4.1. *Les jeux de rôle comme outil de discussion*

Les jeux de rôle sont des outils puissants pour aborder les enjeux de GIRE sur un territoire. En phase de conception, ils permettent de modéliser les interactions complexes entre des acteurs et les ressources naturelles locales. L'organisation de sessions de jeu simulent ensuite ces dynamiques en offrant un environnement interactif pour expérimenter des choix et leurs conséquences. Ce type de dispositif favorise le dialogue entre parties prenantes et encourage la réflexion sur des scénarios concrets.

Ce type d'approche est particulièrement pertinent pour la gestion des ressources naturelles. L'implication des acteurs locaux dès la phase de modélisation permet d'intégrer leurs savoirs et leurs usages de l'eau au même titre que les expertises techniques disponibles sur les zones d'intervention. Leur aspect ludique réduit les tensions et facilite les échanges entre participants tout en révélant leurs postures et leurs visions pour la gestion des ressources. Cela les amène à prendre conscience de la diversité de points de vue mais aussi de contraintes. Les sessions de jeux

offrent des espaces de dialogues "sécurisés" où chaque participant peut expérimenter des stratégies, tester des activités sans risque immédiat et apprendre à travailler collectivement à gérer les ressources d'un territoire.

L'unité mixte de recherche G-EAU, basée à Montpellier, a développé une expertise importante sur la conception de telles démarches participatives. Nous souhaitons nous appuyer sur la méthodologie Wat-a-game développée par ces chercheurs pour construire les outils de notre projet. Wat-a-game dispose de ressources pédagogiques claires pour adapter le dispositif à différents contextes (Mooc Terreau & Co). La méthodologie a également déjà été éprouvée par des acteurs opérationnels pour élaborer la politique de l'eau partagée en Nouvelle Calédonie (jeu Tini ri rawa) ou bien concevoir le plan de gestion intégrée du bassin versant de la rivière Terraba au Costa Rica (jeu TerraWag).

Dans le cadre de ce projet, nous concevrons tout d'abord un modèle conceptuel avec les acteurs locaux. Cette étape consiste à identifier les parties prenantes et les ressources en présence et à caractériser leurs interactions. Les parties prenantes seront à la fois les gestionnaires de l'eau, les élus, les usagers divers et la société civile.

En concertation avec les partenaires, nous choisirons les principaux enjeux à représenter dans le jeu afin d'élaborer un premier prototype que nous testerons auprès de différents publics afin d'ajuster les scénarios de jeu et leurs calibrations. Enfin, nous éditerons une version finalisée, produite localement, avec un manuel d'utilisation pour faciliter le transfert du dispositif. Le débriefing des sessions de jeu sera l'opportunité d'identifier avec les acteurs les activités à mener concrètement sur le terrain.

Au-delà de la pertinence des jeux de rôle pour aborder les questions de GIRE, cette utilisation est une opportunité de valoriser les travaux d'un centre de recherche basé en Région Occitanie. Un ancien chercheur de cette équipe de recherche de l'UMR G-EAU et membre de l'association Eau, Agriculture et Territoires sera mobilisé sur le projet pour coordonner la conception du jeu.

1.4.2. Le partage entre pairs comme outils de progression

Les différentes étapes du partage de savoir-faire entre pairs sont les suivants :

1. La capitalisation des résultats et des projets similaires
2. Visites techniques et formation communes
3. Rédaction de publication scientifique ou de guide d'aide à la mise en œuvre institutionnel.
4. Valorisation de publications et de ces échanges dans des séminaires ouverts

L'expérience proposée dans cet appel à projet de la Région Occitanie, de développement d'outil de gestion de l'eau par le jeu en Palestine dans un objectif de capitalisation pour réplication dans d'autres territoires, entre tout à fait dans le cadre et dans le type d'activités planifiées dans la troisième phase du COSTEA qui démarre en 2025, financé par l'AFD. L'association EAT pourra donc s'assurer d'une visibilité et valorisation de l'action à grande échelle.

Objectifs	Actions menées <i>① Préciser les actions prévues par le projet sur le territoire du/des partenaire(s) et en région Occitanie</i>	Résultats attendus et bénéficiaires <i>① Réalisations et livrables, bénéficiaires en Occitanie et dans le pays partenaire</i>	Indicateurs <i>① Type d'indicateur, méthode de collecte des données</i>	Impacts à moyen et long terme <i>① Pour la structure, pour les partenaires et pour les bénéficiaires</i>
<p>Objectif 1 :</p> <p>Les acteurs locaux de Cisjordanie maîtrisent les enjeux de GIRE sur leurs territoires</p>	<p>1.1. Création d'un comité technique pour la conception du jeu avec les partenaires palestiniens</p> <p>1.2 Organisation d'ateliers de conception pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir les enjeux à aborder - Développer modèle conceptuel (acteurs-ressources) - concevoir un prototype avec la spécification des rôles et la calibration des ressources <p>1.3 Organisation de sessions de tests du prototype</p> <p>1.4 Finalisation graphique du jeu</p> <p>2.1 Création d'un manuel d'utilisation des outils d'aide à la décision créés</p> <p>2.2 Formations des acteurs.</p> <p>3.1 Organisation de sessions de mise en œuvre</p>	<p>1. Des jeux de rôles opérationnels sur la connaissance et gestion de l'eau en Cisjordanie de manière générale et sur les territoires de Toubas et du Nord Hébron sont créés.</p> <p>2. Les acteurs locaux maîtrisent et utilisent les outils-jeux créés.</p> <p>3. Les acteurs locaux sont forces de propositions pour l'amélioration de l'utilisation de la ressource sur leur territoire.</p>	<p>Indicateurs de résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Au moins un jeu de rôle opérationnel est à disposition des partenaires palestiniens en arabe et en anglais 2.1. Un manuel pédagogique en anglais et en arabe est disponible permettant l'appropriation par les partenaires locaux 2.2. Au moins 10 sessions d'utilisation de ou des outils créés sont organisés dans l'année suivant la réception de l'outils. 2.3. Toutes les catégories d'acteurs et usagers de l'eau sont présents lors des ateliers de mise en œuvre (Moyen de vérification : fiche de présences) 	<p>1. La ressource "eau usée traitée" est gérée de manière durable et équitable sur les territoires de Toubas et du Nord Hébron</p> <p>2. Les projets visant à améliorer l'accessibilité de la ressource en eau pour les différents types d'usagers sont mis en place avec les acteurs locaux et dans le cadre d'une stratégie territoriale bien définie.</p> <p>3. La quantité et la qualité de l'eau disponible en agriculture en Cisjordanie et pour les autres usages sont améliorés</p>

	<p>des outils "jeux" avec les populations cibles</p> <p>3.2 Création de fiches de capitalisation des propositions issus des sessions "jeux" : cartes d'actions territorialisées, formulaires de collectes.</p>		<p>3. Des propositions de solutions concrètes sont rédigés par les acteurs locaux eux-mêmes (Moyen de vérification : rapports d'ateliers, cartes d'actions territorialisées)</p>	
<p>Objectif 2 :</p> <p>Les gestionnaires de l'eau en sur les territoires méditerranéens améliorent leurs capacités de gestion de la ressource Eau à échelle locale</p>	<p>1.1. Rédaction d'un guide méthodologique généralisée aux territoires du pourtour méditerranéen sur la création de jeux de rôle pour l'amélioration de la gestion de l'eau territorialisée, sur la base des acquis de ce projet.</p> <p>1.2. Organisation d'ateliers d'échanges en ligne et en présentiel entre les acteurs français, marocains, palestiniens et autres pour capitaliser et transférer les acquis du projet.</p> <p>1.3 Présentations de la démarche lors de conférences et séminaires.</p>	<p>1. Les acteurs marocains et français sont capables de créer et mettre en œuvre leurs propres outils de modélisation participatives de gestion GIRE</p> <p>2. Les acteurs méditerranéens bénéficient du retour d'expérience d'un cas critique de gestion participative et intégrée d'une ressource en eau non-conventionnelle et d'une forme de GIRE non ancrée sur une unité hydraulique naturelle (bassin versant)</p>	<p>1. Un guide méthodologique est mise à disposition du grand public sur le site d'Experts-Solidaires, de l'EAT et du COSTEA.</p> <p>2. Un nombre important d'acteurs internationaux à la fois étatiques et décentralisés participent aux ateliers</p>	<p>4. La ressource "eau usée traitée" est gérée de manière durable et équitable dans le pourtour de la méditerranée.</p> <p>5. La quantité et la qualité de l'eau disponible en agriculture dans le pourtour méditerranéen pour les autres usages sont améliorés</p>

Actions de sensibilisation et de communication

① Préciser les actions de communication spécifiques prévues par le projet en région Occitanie et sur le territoire du/des partenaire(s)

Stratégie générale

Les actions de communication dans le cadre du projet porteront sur les activités, les résultats du projet mais également sur des points techniques jugés importants.

Les objectifs sont d'une part, d'assurer la visibilité de cette action auprès des acteurs (institutions publiques, ONG internationales ou locales, privées) travaillant sur des sujets semblables afin que des synergies puissent être créées. D'autre part, il s'agit d'assurer la transparence des activités, financées par des fonds publics.

En Palestine, la sensibilisation servira à favoriser l'adhésion des populations aux activités du projet, notamment sur l'importance de connaître et maîtriser les cycles de l'eau et les différents usages faits de la ressource.

Les actions de communication à proprement parler viseront à mettre en avant les principaux partenaires de ce projet, à la fois les partenaires financiers et les partenaires techniques afin de faire connaître leurs soutiens au projet mais également dans une optique de valorisation mutuelle (Experts-Solidaires, EAT, Région Occitanie, UMR G-EAU, partenaires locaux)

Ce projet fait écho par ailleurs à des cadres plus larges de programmes de Gestion Intégrée de la Ressource en Eau porté par des collectivités françaises de la Région Occitanie avec leurs homologues palestiniens et marocains. Ainsi des actions de communication spécifiques envers les populations de celles-ci doivent être menées afin (1) de sensibiliser le grand public à l'intérêt de soutenir des projets de solidarité internationale pour les populations d'ici et d'ailleurs (#mondeencommun) de manière générale (ECSI) et (2) mettre en avant les enjeux communs entre ces deux rives de la méditerranée, notamment l'enjeu primordial de l'eau.

Experts-Solidaires a déjà mis en œuvre plusieurs activités dans ce cadre de ce programme : sensibilisation dans les écoles, organisation de soirées ciné-débat, organisation de sensibilisation dans les lieux grand public (Zoo du Lunaret) ...etc.

L'EAT pourra mobiliser ses partenaires du monde de la recherche, comme l'UMR G-EAU de l'INRAE afin d'organiser des sessions de sensibilisation des différents publics grâce à des formats de jeux similaires à celui créé dans le cadre de ce projet mais adapté au contexte Occitan.

Par ailleurs, l'EAT organise annuellement un congrès international sur l'eau agricole (EUROMED 2024). Des ateliers de restitutions des acquis du projet pourront être organisés lors de ce genre de congrès et atteindre ainsi un public international varié de chercheurs, entreprises, étudiants et associations.

Publics visés et outils utilisés

Le public visé dans les actions de communication est large. Sur la durée de ce projet des supports de communication à destination du grand public seront créés (vidéos, plaquettes, photos) et seront diffusés auprès de tous les partenaires du projet afin qu'ils les diffusent sur leurs plateformes (site, réseaux sociaux, newsletters). Les différents publics visés sont les suivants :

- Le grand public en France : il sera informé à travers principalement les réseaux des partenaires français du projet et de la presse locale du contenu du projet, avec un accent sur deux messages clefs : 1. L'eau est un bien commun, les pays du Sud souffrent déjà d'un manque d'accès à l'eau et nous commençons également à en souffrir. 2. Il est important de commencer à mobiliser les sources d'eau non-conventionnelles en agriculture.

- La population concernée par le projet au Palestine : des outils de visibilité (Kakemono, banderoles, brochures, panneaux de chantier) qui seront utilisés tout au long du projet et lors des différents ateliers de formation et de sensibilisation. Une charte graphique identifiable du projet et des messages clefs clairs seront définis en début de projet et déclinés dans ces différents outils.

- les professionnels du développement et de la solidarité internationale (OSC, réseaux, institutions) : des notes de capitalisation seront transmises à travers les réseaux auxquels Experts-Solidaires est adhérent
- les entreprises privées travaillant dans les secteurs concernés : des notes de capitalisation seront transmises à travers les réseaux auxquels Experts-Solidaires est adhérent, notamment les RRMA et aux membres du large réseau que représente EAT.

Par ailleurs :

- Diffusion d'un rapport semestriel reprenant les activités principales, les principaux résultats et les activités de la période à venir diffuser auprès des partenaires mais également mis en ligne sur le site d'Experts-Solidaires et d'EAT et relayé sur le LinkedIn des associations ;
- Publication régulière d'articles sur les réseaux sociaux d'Experts-Solidaires, d'EAT et de leurs partenaires : Facebook, LinkedIn, site web ;
- Diffusion de photos et vidéos sur les réseaux sociaux
- Participation à des ateliers et séminaires en France, en Palestine et Maroc. En France, Experts-Solidaires est membre de réseaux techniques tels que le PS-EAU, le CARI qui s'intéresse fortement au sujet de la GIRE et organise de nombreux ateliers d'échanges auxquels l'équipe projet participera.

Précisions sur la mise en œuvre de l'action dans le cadre de réalisation des Objectifs pour le Développement Durable (ODD)

① Consulter le Référentiel Actions/ODD réalisé par Occitanie Coopération

1. Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	OUI <input type="checkbox"/>	NON x
2. Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, et promouvoir l'agriculture durable.	OUI x	NON <input type="checkbox"/>
3. Donner accès à la santé aux individus de tous les âges	OUI <input type="checkbox"/>	NON x
4. Permettre à tous de suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité	OUI <input type="checkbox"/>	NON x
5. Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	OUI <input type="checkbox"/>	NON x
6. Garantir l'accès de tous à l'eau salubre et à l'assainissement	OUI x	NON <input type="checkbox"/>
7. développer des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable	OUI <input type="checkbox"/>	NON x
8. Promouvoir une croissance économique partagée et durable et le travail décent pour tous	OUI <input type="checkbox"/>	NON x
9. Mettre en place des infrastructures résilientes, et encourager l'innovation	OUI x	NON <input type="checkbox"/>
10. Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein	OUI x	NON <input type="checkbox"/>
11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous	OUI <input type="checkbox"/>	NON x
12. Instaurer des modes de consommation et de production soutenables	OUI x	NON <input type="checkbox"/>
13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques	OUI x	NON <input type="checkbox"/>
14. Protéger la faune et la flore en milieux aquatiques	OUI <input type="checkbox"/>	NON x
15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres	OUI x	NON <input type="checkbox"/>
16. Assurer à tous l'accès à la justice et au droit	OUI <input type="checkbox"/>	NON x
17. Renforcer le partenariat mondial au service du développement soutenable	OUI x	NON <input type="checkbox"/>

3- DESCRIPTION DES PARTENAIRES EN FRANCE
(Autres que le porteur de projet)

Nom du partenaire	Localisation	Partenariat	Antériorité du partenariat <i>Préciser l'historique de la coopération entre le candidat et ses partenaires (L'année de début)</i>	Contact Nom, Prénom, fonction, coordonnées
Partenaire 1 : EAT N°SIRET : 338 747 074 00031	500 rue André Breton, 34093 Montpellier	Technique <input checked="" type="checkbox"/> Financier <input type="checkbox"/> Autre (préciser) <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/> Si oui préciser	Bruno Grawitz Président 500 rue André Breton 34093 Montpellier
Partenaire 2 INRAE / UMR GEAU		Technique <input type="checkbox"/> Financier <input type="checkbox"/> Autre (préciser) <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/> Si oui préciser	Sami Bouarfa Directeur adjoint au département AQUA à l'INRAE 500 rue André Breton 34093 Montpellier
Partenaire 3	Commune de Barjac	Technique <input type="checkbox"/> Financier <input type="checkbox"/> Autre (préciser) : institutionnel <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> Si oui préciser	
Partenaire 4		Technique <input type="checkbox"/> Financier <input type="checkbox"/>	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> Si oui préciser	

		Autre (préciser) <input type="checkbox"/>		
--	--	---	--	--

4- DESCRIPTION DU/DES PARTENAIRE(S) AU MAROC/PALESTINE/SENEGAL

Nom du partenaire	Localisation	Partenariat	Antériorité du partenariat <i>Préciser l'historique de la coopération entre le candidat et ses partenaires (L'année de début)</i>	Contact Nom, Prénom, fonction, coordonnées
Partenaire 1 <i>Al ARD: association palestinienne de droit locale</i>	Palestine	Technique <input checked="" type="checkbox"/> Autre : coordination locale <input checked="" type="checkbox"/>	OUI <input checked="" type="checkbox"/> Si oui préciser : collaboration depuis 2019 sur la mise en œuvre de projet en Palestine.	
Partenaire 2 <i>La Toubas Water Utility</i>		Technique <input checked="" type="checkbox"/> Financier <input type="checkbox"/> Autre : Institutionnel <input checked="" type="checkbox"/>	OUI <input checked="" type="checkbox"/> Si oui préciser : collaboration depuis janvier 2024	
Partenaire 3 <i>Le Joint Water and Waste Water Service Council du Nord Hébron</i>	Palestine	Technique <input checked="" type="checkbox"/> Financier <input type="checkbox"/> Autre : Institutionnel <input checked="" type="checkbox"/>	OUI <input checked="" type="checkbox"/> Si oui préciser : collaboration depuis janvier 2024.	

Partenaire 4 Autres partenaires marocains		Technique	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	Si oui préciser
		Financier	<input type="checkbox"/>					
		Autre (préciser)	<input type="checkbox"/>					

5- CALENDRIER

Date de début et fin de l'opération ou du programme d'actions : du 01/06/2025 au 3/05/ 2027.

Durée prévue de l'opération ou du programme d'actions : 24 mois

ⓘ Précisez les dates de déroulement de l'évènement, du programme...

Date de début et fin d'engagement des dépenses : du 01/06/2025 au 3/05/ 2027

Calendrier détaillé de l'opération :

ⓘ Préciser le phasage (déroulé des étapes à mettre en œuvre pour réaliser l'opération et dates/périodes correspondantes) et/ou insérez un chronogramme

Calendrier de conception de l'outils :

De juin à octobre 2025-Phase d'engagement du groupe de modélisation et de cadrage.

- Sélection des parties prenantes du comité de modélisation hors EAT et Experts-Solidaires en Palestine.
- Spécification de ou des usages attendus de l'outil
- Spécification des enjeux et des échelles d'indicateurs auxquels l'outil doit répondre

De novembre 2025 à avril 2026- Phase de modélisation conceptuelle-

- Structuration spatiale du territoire
- Inventaire et choix des acteurs et des ressources à prendre en compte
- Cartographie analytique des liens entre les acteurs, les enjeux et les ressources.

Mai 2026 à octobre 2026-Création du prototype et réalisation des Pré-Tests

- Détails des différents rôles du jeu, spécification des objectifs et activités de chacun dans le jeu
- Conception du ou des plateaux de jeu
- Réalisations de plusieurs tours de jeu avec plusieurs acteurs

Novembre 2026 à février 2027- Finalisation du l'outils et calibrage

- Suite aux retours des pré-tests : calibration des activités et des scénarios
- Reprise et spécification du plateau, des rôles et des activités, des dynamiques des ressources, des scénarios et évènements, du déroulement d'un tour de jeu.

Mars à mai 2027- Organisations de sessions de jeu et création de fiches actions.

- Organisation de plusieurs ateliers avec différents types d'acteurs de manière séparés puis d'ateliers avec les catégories d'acteurs mélangés.
- Les retours des acteurs sont capitalisés dans des fiches actions concrètes.

Calendrier des missions :

- Mission fin octobre 2025 équipe EAT avec l'expert en conception de jeu et un chargé de projet d'Experts-Solidaires=> lancement de la phase de modélisation
- Mission octobre 2026 équipe EAT avec l'expert en conception de jeu, chargé de capitalisation EAT et un chargé de projet d'Experts-Solidaires=> réalisation des Pré-Tests
- Mission avril 2027 : mission Experts-Solidaires ==> suivi des sessions de mise en œuvre du jeu.

Calendrier Capitalisation et Diffusion des savoirs :

- **Mai 2026 à novembre 2026** : Rédaction du guide méthodologie de création de l'outils jeu appliquée à des contextes spécifiques.
- **Novembre 2026 à mai 2027** : organisation d'ateliers de restitution des résultats du projet et d'échanges entre acteurs marocains et palestiniens.

Autorisations administratives requises : oui non sans objet

ⓘ Exemple d'autorisations : permis de construire, déclaration d'intérêt général...

Autorisations obtenues et date d'obtention	Autorisations restant à obtenir et dates prévisionnelles d'obtention
--	--

MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR LE DEMANDEUR

Moyens utilisés pour les besoins de l'opération (moyens humains, techniques, matériels, immatériels...) :

ⓘ Ces moyens permettent d'apprécier la capacité à coordonner, piloter, suivre et mener à bien l'opération dans les délais prévus.

Ce projet fait principalement appel à des moyens humaines. Les seuls équipements nécessaires sont ceux servant à imprimer le jeu.

Ainsi EAT mettra à disposition du projet :

- Un expert en modélisation et conception de jeux de rôle destinés à améliorer la gestion participative de l'eau.
- Une chargée de capitalisation du réseau COSTEA à temps partiel : chargée du volet généralisation de la méthodologie et diffusion des savoir-faire au Maroc auprès de l'ensemble des membres d'EAT et du COSTEA
- La directrice de l'EAT à temps partiel : coordination des activités de l'équipe

Experts-Solidaires mettra à disposition du projet :

- Un chargé de projet technique à temps partiel : maîtrise des territoires d'intervention, des enjeux techniques autour de l'eau, de l'assainissement et de l'agriculture
- Une chargée de gestion à temps partiel : rédaction des contrats et convention, coordinations des acteurs français et palestiniens, suivi du reporting technique et financiers.

Al Ard mettra à disposition du projet :

- Un coordinateur local à temps partiel : mobilisation des différents acteurs de l'eau sur le terrain : gestionnaires et usagers.

6- SUIVI-EVALUATION

Méthodes et outils de suivi des actions du projet :

ⓘ Comment le suivi de l'action est-il assuré (missions sur place, indicateurs, etc.) ? Quelle est la place de chaque partenaire dans ce suivi ?

Al Ard, partenaire palestinien du projet, aura le rôle d'assurer le suivi des actions sur le terrain : mobilisation des partenaires, reporting mensuel des actions locales, suivi des retours continus des bénéficiaires et des institutions sur le projet. L'équipe projet en France, constitué des ressources humaines mobilisés par Experts-Solidaires et EAT sur ce projet, échangera avec les coordinateurs locaux d'Al Ard en réunion par visio toutes les deux semaines.

Il est prévu sur les 24 mois du projet, deux à trois missions de l'équipe projet française sur place. Une première mission en début de projet, permettant de créer le comité technique et de réaliser les ateliers de concertations, une deuxième mission pour le chargé de conception des jeux afin de faire les premiers tests de prototype, une dernière mission avec l'équipe projet permettant d'assister à plusieurs ateliers de mise en œuvre de l'outils et de rédiger les documents de capitalisation.

Au démarrage du projet, un plan d'action sur 24 mois sera rédigé et validé par l'ensemble des partenaires du projet ainsi que les membres du comité technique. Ce plan d'action sera réajusté pour les 6 mois en fonction des réalisations réelles et des problématiques rencontrées. Les Termes de Références de la modélisation peuvent être amener à être modifier au cours de la

conception. La phase de test des prototypes doit permettre d'ajuster les modèles pour mieux répondre à la fois aux enjeux locaux et pour une meilleure appropriation des outils.

Méthodes et outils d'évaluation de la mise en œuvre et des résultats du projet :

⑦ Comment l'évaluation de l'action est-elle assurée (missions sur place, indicateurs, etc.) ? Quelle est la place de chaque partenaire dans cette évaluation ?

L'équipe projet devra répondre au cours des 24 mois du projet à ces questions qui détermineront l'impact réel de l'outil créé dans l'amélioration de la GIRE locale : les différents acteurs impactant la gestion de l'eau sur les territoires cibles ont-ils bien été identifiés ? L'espace géographique ou l'espace conceptuel d'application de la GIRE voulu est-il bien clair pour l'ensemble des acteurs ? Les pré-requis en termes de connaissance sur l'eau sont-ils réalistes et adaptés aux différentes catégories d'acteurs ? Les concepts pédagogiques et ludiques utilisées dans la modélisation sont-ils culturellement adaptées ?

Des étapes clefs dans la construction de l'outil "jeu" seront définis afin d'être sûrs que la modélisation va dans le bon sens.

L'équipe projet prévoit par ailleurs une évaluation finale du projet : celle-ci sera réalisée par des enquêtes auprès des utilisateurs d'une part et d'autre part, par des institutions tierces à qui on demandera d'utiliser le jeu dans le cadre de leurs propres programmes.

7- BUDGET PRÉVISIONNEL

Coût total prévisionnel de l'opération ou du programme d'actions en TTC : 132 980 €